

France/Présidentielle

Fillon sous haute pression, Juppé se tient prêt

AFP
Paris/France

L'entourage de l'ancien Premier ministre a fait savoir que ce dernier "ne se défilerait pas si les conditions sont réunies".

A 51 jours de la présidentielle française, Alain Juppé s'est dit prêt hier à remplacer le candidat de la droite François Fillon, lâché par une partie de ses soutiens en raison du scandale d'emplois fictifs présumés mais toujours "combattant".

Alain Juppé, ancien Premier ministre écarté au deuxième tour de la primaire de la droite "ne se défilera pas si les conditions sont remplies : il faut que François Fillon se retire de lui-même et que sa famille de la droite et du centre, Les Républicains, soit unanimement rassemblée derrière lui", a fait savoir son entourage.

"Alain Juppé n'est pas un putschiste, il ne poussera jamais (François) Fillon dehors et il n'est à l'initiative d'aucun complot", a assuré la même source à l'AFP. M. Juppé, 71 ans, avait jusqu'ici démenti être prêt à revenir dans la course à la présidentielle d'avril-mai.

François Fillon, 63 ans ce samedi, doit faire face à de nombreuses défections dans son équipe de campagne et à de nombreux

appels au retrait lancés dans son camp depuis l'annonce mercredi de sa probable mise en examen dans l'affaire des salaires perçus par son épouse Penelope et ses deux enfants comme assistants parlementaires.

Son porte-parole Thierry Solère, qui figurait parmi les soutiens les plus fidèles, a annoncé hier matin sa démission. Le "compte des lâcheurs" tenus par le quotidien Libération listait plus de 70 noms hier à la mi-journée. "Il ne peut plus être candidat, parce qu'il ne peut plus mener une campagne sur le fond pour défendre des idées et un idéal républicain et démocratique", a estimé hier l'ancien Premier ministre Dominique Villepin, en écho des critiques qui s'élèvent à droite et au centre depuis que le candidat conservateur a annoncé sa prochaine convocation chez les juges en vue d'inculpation.

L'ancien favori de la présidentielle a reculé en troisième position dans les sondages derrière la candidate d'extrême droite Marine Le Pen et le centriste Emmanuel Macron, ancien ministre du président socialiste François Hollande dont la popularité a connu un essor inattendu ces derniers mois avec son projet d'inspiration social-libérale.

Alain Juppé arriverait en revanche légèrement en



Photo : AFP

Si François Fillon (à droite) venait à se retirer de la course présidentielle, Alain Juppé - qu'il avait largement battu lors de la primaire de la droite - serait prêt pour jouer les sauveurs.

tête au premier tour s'il était le candidat de la droite, selon un sondage Odoxa-Dentsu consulting publié hier.

"REGLE DE LOYAUTÉ" La prise de position prudente du maire de Bordeaux représente un pas en avant pour celui qui s'est jusqu'à présent tenu à une "règle de loyauté" vis-à-vis du candidat conservateur. Même si certains médias évoquent un possible feu vert de l'ancien président Nicolas Sarkozy, candidat malheureux à la primaire de la droite, sur cette option, il restait difficile de voir clair, hier, sur la position exacte des sarkozystes qui doivent se réunir mardi matin pour discuter du sujet.

La pression judiciaire s'est accentuée sur François

Fillon, avec une perquisition jeudi à son domicile parisien. Convoqué chez les juges le 15 mars prochain, il a répété avec force jeudi soir sa détermination de rester dans la course en se décrivant comme "un combattant" devant des militants chauffés à blanc. Ce samedi, il a prévu de présenter son programme lors d'une réunion publique en banlieue de Paris.

La décision de se maintenir ou pas relève de sa seule décision, après son ample victoire à la primaire de la droite. Et vu la gravité de la situation, son possible remplaçant ne sera "plus un plan B mais un sauveur", soulignait hier un membre du parti Les Républicains.

Mais le temps presse, car les 500 parrainages d'élus

locaux nécessaires pour formaliser une candidature alternative doivent être rassemblés avant le 17 mars. Pour l'instant, Alain Juppé a recueilli un seul parrainage d'élus alors que François Fillon en a déjà 1 155, selon la liste publiée hier par le Conseil constitutionnel, qui supervise le processus.

Dimanche après-midi, les proches de Fillon organisent un grand rassemblement de soutien à Paris. Son succès - ou son échec - permettra de mesurer sa capacité à mobiliser. Guy Roy, militant de 82 ans dans l'ouest de la France, sera présent. "Ceux qui le lâchent sont tout simplement des ventres mous. Il est lâché par les politiques mais il y a toujours autant de monde à ses meetings", a-t-il assuré à l'AFP.

Une contre-manifestation contre la corruption des élus et "pour le respect du peuple, de la justice et de la presse" est également prévue dimanche à Paris.

• Les centristes ne soutiennent plus Fillon. Le parti de centre droit français UDI a décidé de retirer son soutien au candidat de droite à la présidentielle François Fillon, convoqué par la justice française le 15 mars dans une affaire d'emplois fictifs présumés.

L'Afrique en bref

• Côte d'Ivoire/Justice. La famille du directeur du Novotel veut la vérité La famille de Stéphane Frantz Di Rippel, le directeur de l'hôtel Novotel d'Abidjan, enlevé et tué avec trois autres personnes pendant la crise post-électorale ivoirienne, espère à l'issue du procès savoir où son corps a été "enseveli" pour pouvoir faire son deuil.

• RD Congo/Mines. Global Witness accuse

L'ONG britannique Global Witness a accusé hier le géant minier suisse Glencore d'avoir versé plus de 75 millions de dollars (environ 48,3 milliards de francs) à un homme d'affaires israélien proche du président congolais Joseph Kabila au détriment de la principale société publique minière de RDC.

• Zimbabwe/Presse. Deux journalistes arrêtés après un article sur la santé de Mugabe

La police zimbabwéenne a interpellé hier quelques heures deux journalistes du principal journal indépendant du pays après la publication d'un article mettant en doute la bonne santé du président Robert Mugabe, parti cette semaine à Singapour pour une "visite médicale", a indiqué leur avocat.

A travers le monde

• Etats-Unis/Politique. Contacts avec les Russes : Sessions se refuse dans toute enquête

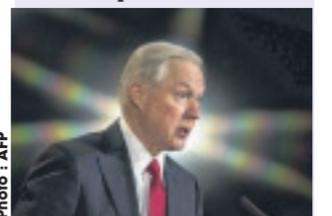


Photo : AFP

Le ministre américain de la Justice s'est récusé dans toute enquête sur ses contacts supposés avec les Russes, soutenu par le président Donald Trump qui a qualifié de "chasse aux sorcières" les appels à la démission de Jeff Sessions (photo).

• Malaisie/Enquête. Kuala Lumpur libère à contrecoeur un Nord-Coréen

La Malaisie a émis hier un mandat d'arrêt contre un employé d'une compagnie aérienne nord-coréenne en lien avec l'assassinat de Kim Jong-Nam, demi-frère du dirigeant de la Corée du Nord, après avoir libéré à contrecoeur le seul suspect nord-coréen.

• Turquie-Allemagne/Diplomatie. Référendum : Ankara accuse Berlin

Ankara a accusé hier Berlin d'œuvrer pour une défaite du président turc Recep Tayyip Erdogan lors du référendum sur le renforcement de ses pouvoirs, après l'annulation de meetings de soutien en Allemagne.

Nigeria/Violences

Trois kamikazes se tuent dans le nord-est du pays

AFP
Maiduguri/Nigeria

DEUX femmes et un homme qui voulaient commettre un attentat-suicide ont été tués hier aux abords de la ville de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, par la détonation des explosifs portés par l'un d'eux, ont rapporté les services d'urgence et la police.

"Trois kamikazes sont entrés dans la ville par (la

route de) Damboa vers 03H00 (même heure au Gabon) et ont été repérés" par des membres de comités d'autodéfense, a déclaré à l'AFP Ibrahim Abdulkadir, un responsable de l'Agence nationale de gestion des urgences (Nema). "Ils se sont enfuis rapidement et se sont cachés sous trois camions-citernes, où l'un d'entre eux a fait détoner ses explosifs, les tuant tous", a-t-il précisé.

La police a confirmé ces informations et aucune autre victime n'a été signalée. Les explosions d'hier à



Photo : AFP

Dans leur fuite, les trois kamikazes se sont cachés sous trois camions-citernes, l'un d'eux faisant détoner ses explosifs.

Maiduguri, le berceau du groupe islamiste nigérian

Boko Haram, sont les dernières en date imputées à des kamikazes qui continuent de viser la population civile en dépit des succès remportés par l'armée contre le groupe islamiste.

Le 17 février, sept kamikazes, dont six femmes, avaient été abattus ou s'étaient fait exploser avant d'atteindre leurs cibles. Depuis son début en 2009, l'insurrection de Boko Haram a fait quelque 20 000 morts et plus de 2,6 millions de déplacés.

Tchad/Sécurité

Réouverture partielle de la frontière avec la Libye

AFP
N'Djamena/Tchad

LE Tchad, qui a fermé début janvier sa frontière terrestre avec la Libye pour des raisons sécuritaires, a décidé de rouvrir un point de passage, a indi-

qué hier le ministre de la Sécurité publique "En raison du nombre croissant de nos ressortissants qui veulent rentrer au pays, et pour des raisons humanitaires, nous avons décidé d'ouvrir un couloir pour leur permettre de traverser la frontière", a indiqué à l'AFP le ministre, Ahmat

Bachir. "Ce point de passage est ouvert à Wour", a-t-il précisé, ajoutant que le gouvernement avait pris toutes les "dispositions sécuritaires" pour continuer de sécuriser ses 1 400 km de frontière avec la Libye.

Le 5 janvier, le gouvernement avait annoncé la fer-

meture de sa frontière terrestre avec la Libye en faisant état d'"une grave menace d'infiltration terroriste".

Le président tchadien Idriss Déby Itno a par la suite indiqué avoir "multiplié par deux" les effectifs militaires près de la frontière avec la Libye.

"L'intervention (...) contre Daesh à Syrte n'a pas réglé cette menace, elle l'a déplacée depuis la côte méditerranéenne jusqu'à la région de Koufra au sud, à 200 km du Tchad, où les terroristes se regroupent", avait expliqué M. Déby dans un entretien à Jeune Afrique mi-janvier.